Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 4 octobre 2024
(OR. en)

13987/24

ENER 473
COMPET 980
CLIMA 331

NOTE

Origine:	la présidence
Destinataire:	Comité des représentants permanents/Conseil
Objet:	La contribution du secteur de l'énergie à la compétitivité de l'Union européenne: suivi des recommandations du rapport Draghi - Échange de vues

Les délégations trouveront en annexe la note d'information établie par la présidence intitulée "La contribution du secteur de l'énergie à la compétitivité de l'Union européenne: suivi des recommandations du rapport Draghi", en vue de la session du Conseil TTE (Énergie) du 15 octobre 2024.

ANNEXE

La contribution du secteur de l'énergie à la compétitivité de l'Union européenne: suivi des recommandations du rapport Draghi

Les 17 et 18 avril 2024, le Conseil européen[1] a appelé à un nouveau pacte pour la compétitivité européenne et à faire avancer les travaux de manière déterminante et rapide en vue de parvenir à une véritable union de l'énergie, en garantissant la fourniture d'une énergie abondante, abordable et propre, au service du double objectif consistant à assurer la souveraineté énergétique et la neutralité climatique au niveau européen. Cela nécessitera une gouvernance solide de l'union de l'énergie, une électrification ambitieuse utilisant toutes les solutions "zéro net" et à faibles émissions de carbone, de la flexibilité ainsi qu'un déploiement substantiel des réseaux, de la numérisation, du stockage et des interconnexions, et des investissements importants en la matière. En juillet 2024, la présidente de la Commission européenne a annoncé un nouveau pacte pour une industrie propre en faveur de la compétitivité industrielle et d'emplois de qualité, devant être dévoilé au cours des cent premiers jours de son mandat.

La priorité de la présidence hongroise du Conseil est de faciliter l'adoption de ce nouveau pacte pour la compétitivité européenne afin de relancer la croissance économique et de créer les conditions d'une croissance durable, d'approfondir le marché intérieur, de soutenir en priorité les petites et moyennes entreprises, de promouvoir les transitions écologique et numérique en partenariat avec les opérateurs économiques et les citoyens européens, de favoriser la coopération internationale et d'assurer la stabilité et la durabilité de l'emploi.

Une énergie abordable est essentielle pour assurer la compétitivité de l'industrie de l'UE. Il sera indispensable de déployer des efforts pour garantir, sur le marché intérieur, un accès sûr et adéquat à une énergie propre à des prix compétitifs au niveau mondial, afin de mieux positionner les atouts industriels de l'UE pendant la transition.

[1] https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2024/04/18/european-council-conclusions-17-and-18-april-2024/

Les objectifs ambitieux de l'UE en matière de climat et d'énergie ne peuvent être atteints que s'ils vont de pair avec la compétitivité et la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'UE tout au long d'une transition écologique et juste.

Dans son rapport sur **l'avenir de la compétitivité européenne**[2], Mario Draghi présente un aperçu complet des principaux défis qui se posent pour la compétitivité de l'Europe et expose une série de mesures visant à relancer notre économie. Le rapport souligne la **nécessité de réaliser des investissements massifs**, d'au moins 750 à 800 milliards d'euros par an, et plaide en faveur d'un changement radical, qui devra intervenir d'urgence et être concret. Dans son rapport, Mario Draghi fait également observer que, compte tenu du déclin de sa population et de sa main-d'œuvre, l'Europe doit mettre davantage l'accent sur le renforcement de sa productivité afin de générer de la croissance.

Le rapport propose un plan commun de décarbonation et de compétitivité, qui devrait permettre d'aligner toutes les politiques sur les objectifs de l'UE. Parmi les actions prioritaires à entreprendre figurent les suivantes: premièrement, réduire les coûts de l'énergie pour les utilisateurs finaux en transférant les avantages de la décarbonation et en accélérant la décarbonation du secteur de l'énergie d'une manière efficace au regard des coûts, en tirant parti de toutes les solutions disponibles; deuxièmement, saisir les opportunités industrielles qu'offre la transition écologique, qu'il s'agisse de rester à la pointe de l'innovation dans le domaine des technologies propres, de fabriquer des technologies propres à grande échelle ou de tirer parti des possibilités offertes par la circularité; troisièmement, établir des conditions de concurrence équitables dans les secteurs plus exposés à une concurrence déloyale venant de l'extérieur de l'Union ou tenus d'atteindre des objectifs de décarbonation plus ambitieux que leurs concurrents internationaux.

Le rapport Draghi aborde de nombreux domaines d'action. Dans la section consacrée au **secteur de l'énergie**, Mario Draghi souligne le rôle central que joue ce secteur pour ce qui est de forger la compétitivité, la durabilité et la résilience de l'Europe. Plusieurs recommandations abordent des défis pressants auxquels l'UE est confrontée en matière d'énergie, tout en conférant à celle-ci un rôle moteur dans la transition mondiale vers une énergie propre.

[2] EU competitiveness: Looking ahead (Compétitivité de l'UE: perspectives d'avenir) - Commission européenne (europa.eu)

Le rapport présente un plaidoyer convaincant en faveur de réformes du marché européen de l'énergie. Fondamentalement, le rapport lie la puissance économique à long terme de l'Europe à sa capacité à réduire les prix de l'énergie et à favoriser un système énergétique durable et décarboné. **L'Europe doit faire baisser les prix élevés de l'énergie tout en continuant à décarboner l'économie.** Le paysage énergétique a changé de manière irréversible à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et de la perte de gaz naturel fourni par gazoduc qui en a résulté. Bien que que les prix de l'énergie aient considérablement baissé par rapport aux sommets qu'ils avaient atteints, les entreprises de l'UE restent confrontées à des prix de l'électricité deux à trois fois plus élevés qu'aux États-Unis et les prix payés pour le gaz naturel sont quatre à cinq fois plus élevés. La décarbonation pourrait constituer pour l'Europe une occasion de jouer un rôle de chef de file dans le domaine des nouvelles technologies propres et des solutions de circularité, mais aussi d'orienter la production d'électricité vers des sources d'énergie propres qui soient sûres et peu coûteuses. Toutefois, la capacité ou non de l'Europe à saisir cette occasion dépendra de l'alignement de toutes les politiques sur les objectifs de l'UE en matière de décarbonation. La transition énergétique sera progressive et les combustibles fossiles continueront de jouer un rôle central dans la tarification de l'énergie jusqu'à la fin de la décennie, ce qui fera peser une menace de volatilité persistante des prix sur les utilisateurs finaux. Les secteurs de l'UE à forte intensité énergétique sont confrontés à des coûts d'investissement plus élevés que leurs concurrents pour atteindre les objectifs de décarbonation.

Mario Draghi souligne en outre les risques géopolitiques liés à la **dépendance de l'Europe à l'égard des combustibles fossiles importés et des minéraux bruts critiques**. Ces risques s'étendent au-delà du secteur de l'énergie et touchent les politiques industrielles et commerciales de l'UE, ce qui exige des solutions globales allant au-delà des seuls marchés de l'énergie.

Le rapport Draghi préconise des réformes dans le secteur de l'énergie qui permettraient d'améliorer l'efficacité du marché, réduiraient la volatilité des prix et encourageraient les investissements dans les énergies renouvelables. De telles réformes soutiendraient des objectifs économiques plus larges, en faisant de la décarbonation un avantage concurrentiel pour l'Europe, à condition que les investissements et les modifications réglementaires nécessaires soient réalisés.

Dans le cadre d'un suivi complet du rapport Draghi, la présidence hongroise du Conseil organise des débats sur les contributions de différents secteurs à la compétitivité de l'UE. Dans ce contexte, les ministres de l'énergie sont invités à partager leur point de vue sur les questions ci-après:

1) ***Sur quelles recommandations du rapport Draghi dans le secteur de l'énergie l'UE devrait-elle se concentrer de manière prioritaire, et comment ces recommandations pourraient-elles être mises en œuvre?***

2) ***Quelles recommandations contribueraient le plus à atteindre l'objectif de l'UE consistant à maintenir des coûts de l'énergie abordables et compétitifs, sans perdre de vue la nécessité de la décarbonation et de la sécurité énergétique?***

3) ***La mise en œuvre des recommandations nécessitera des investissements massifs aux niveaux européen, national et régional. Quels seraient les moyens les plus efficaces de mobiliser des capitaux privés pour combler le déficit d'investissement?***